

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

RENOUVELLEMENT AGRÉMENT VÉHICULES HORS D'USAGE
EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ DU 2 MAI 2012
RELATIF AUX AGRÉMENTS DES EXPLOITANTS DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE, DE DEPOLLUTION, DE
DEMONTAGE, DE DECOUPAGE OU DE BROYAGE DE VÉHICULES HORS D'USAGE

ETABLISSEMENTS ROMMEL Jean-Denis

COMMUNE DE NOGENT-LE-ROI

Par bordereau du 29 novembre 2012, le préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, pour avis, la demande de renouvellement d'agrément n° PR2800007D pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (« centre VHU») présentée par les Etablissements ROMMEL Jean-Denis situés Zone Industrielle « Les Sorettes » sur le territoire de la commune de Nogent-le-Roi.

Par courrier du 16 novembre 2012, les Etablissements ROMMEL Jean-Denis ont fait part de leur classement au titre des droits acquis à l'antériorité suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduits par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010.

1. CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R. 543-161 et R. 543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

De même, les opérateurs agréés ne doivent pas prendre en charge des VHU qui seraient confiés par des opérateurs non agréés autres que particuliers propriétaires et professionnels de l'automobile : garages et concessions automobiles, compagnies d'assurances, fourrières.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Dans le cadre de renouvellement d'agrément, la procédure d'agrément est identique à celle de la demande initiale. Le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

c) Demande d'antériorité

Le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 relatif au livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement, modifie la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), en créant de nouvelles rubriques en remplacement des rubriques 95, 98 bis, 128, 129, 167, 245, 286, 322, 329 et 2799.

Eu égard à ces évolutions réglementaires, il a été demandé à l'exploitant de se positionner par rapport aux nouveaux seuils de classement introduits, afin, le cas échéant, de faire valoir son fonctionnement au bénéfice du droit acquis lié à l'antériorité. En effet, l'article L. 513-1 du Code de l'Environnement précise que les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation ou déclaration à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant la publication du décret.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Les Etablissements ROMMEL Jean-Denis dont le siège social est situé Zone Industrielle « Les Sorettes » – 28 210 NOGENT LE ROI exploitent un dépôt de ferrailles et une installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage dans leur établissement situé à la même adresse.

Les Etablissements ROMMEL Jean-Denis sont autorisés à exploiter ces installations par arrêté préfectoral du 1^{er} mars 1977, sous la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées, délivré au nom de Monsieur DUHEM Jean, pour une superficie de 6 000 m² et par arrêté préfectoral complémentaire du 25 janvier 2007.

Un récépissé du 21 juillet 1998 prend acte de la déclaration de changement d'exploitant du 11 juillet 1998 au profit des Etablissements ROMMEL Jean-Denis.

Les Etablissements ROMMEL Jean-Denis reçoivent des véhicules hors d'usage remis par des particuliers, des garages et des assurances en provenance d'Eure-et-Loir, de l'Eure et des Yvelines. La quantité maximale de VHU pouvant être admise sur le site est de 400 unités par an.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution et le démontage des VHU. L'exploitant possède un atelier de dépollution et de démontage équipé notamment d'un pont à colonne et d'une unité permettant de récupérer les fluides frigorigènes contenus dans les VHU.

A ce titre l'exploitant sollicite un renouvellement de l'agrément « centre VHU » précédemment obtenu le 25 janvier 2007 et arrivant à échéance le 25 janvier 2013.

3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT PRESENTEE PAR LES ETABLISSEMENTS ROMMEL JEAN-DENIS

Le dossier de demande de renouvellement d'agrément des Etablissements ROMMEL Jean-Denis a été reçu en Préfecture le 29 novembre 2012 et a été complété en dernier lieu le 28 mars 2013.

Ce dossier contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

a) Eléments des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement

Le dossier présenté contient les informations exigées par les articles R.515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement : nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination.

Le projet d'arrêté d'agrément ci-joint fixe la quantité maximale de VHU admise à 400 unités par an. Les VHU en provenance des départements d'Eure-et-Loir, de l'Eure et des Yvelines sont expédiés chez un broyeur agréé.

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce cahier des charges est annexé au projet d'arrêté d'agrément ci-joint, et aura donc valeur de prescription réglementaire pour l'exploitant.

c) Conformité de l'installation

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément. Ce rapport a été établi par l'organisme AB CERTIFICATION suite à une visite en date du 20 juin 2012. Cet organisme est accrédité selon le référentiel ISO 14 001, référentiel nommément prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce rapport a mis en évidence 1 non-conformité majeure aux dispositions du cahier des charges relative à l'absence d'attestation de capacité au retrait des fluides frigorigènes et une remarque concernant la complétude de la demande de modification de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant a remédié à la non-conformité majeure et à la remarque.

d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

L'exploitant dispose d'une station aménagée pour la dépollution des véhicules hors d'usage avec différents outils et matériels. Les Etablissements ROMMEL Jean-Denis dispose d'une station de récupération des fluides frigorigènes contenus dans les systèmes de climatisation des véhicules. Les Etablissements ROMMEL Jean-Denis dispose de l'attestation de capacité de catégorie V

Sur les deux dernières années, le chiffre d'affaires ainsi que le résultat des Etablissements ROMMEL Jean-Denis sont en baisse.

e) Dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation

Le dossier contient la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU.

L'exploitant prévoit le retrait des pneumatiques, pièces en matières plastiques et verre afin de respecter les taux de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation imposés au 11° du cahier des charges annexé à l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé. L'exploitant prévoit la coopération avec la société SIREC (NEXT METAL) d'Isigny le Buat (50), broyeur agréé, pour atteindre les taux de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation imposés au 12° du cahier des charges annexé à l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé.

4. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'ANTERIORITE PRESENTEE PAR LES ETABLISSEMENTS ROMMEL JEAN-DENIS

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées introduite par le décret du 13 avril 2010, les Etablissements ROMMEL Jean-Denis ont fait part de leur classement au titre des droits acquis à l'antériorité le 16 novembre 2012. Les activités exercées sur le site des Etablissements ROMMEL Jean-Denis relèvent désormais des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	de Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2712	1.b)	E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage.	Centre VHU 400/an	surface	≥ 100 et $< 30\,000$	m ²	2 000	m ²
2713	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux	Transit, regroupement et tri	surface	$\geq 1\,000$	m ²	4 000	m ²
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement	Récupération de batteries (hors activité 2712)	Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1	t	10	t

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou DC (soumis au contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Le classement tient compte de la dernière modification de la nomenclature des installations classées introduite par le décret n° 2012-1304 du 26 novembre 2012 introduisant un régime d'enregistrement à la rubrique 2712.

5. PRESCRIPTIONS

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose l'agrément du pétitionnaire. Il reprend le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

6. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Considérant :

- que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;

- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de cet arrêté ;
- que le rapport établi le 20 juin 2012 par l'organisme AB CERTIFICATION a mis en évidence une non-conformité majeure et une remarque pour lesquelles l'exploitant a apporté des éléments satisfaisants ;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté a été apportée par le pétitionnaire ;
- que le pétitionnaire a fourni la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU ;

l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » présentée par les Etablissements ROMMEL Jean-Denis situés Zone Industrielle « Les Sorettes » à Nogent-le-Roi.

Le projet d'arrêté préfectoral comporte en annexe le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Le projet d'arrêté tient compte des modifications de la nomenclature des installations classées introduites par décret du 13 avril 2010 et 26 novembre 2012.

--==--